

D 257 CHILI: LA LEGITIMATION DU REGIME POLITIQUE
DANS LE DOCUMENT "EVANGILE ET PAIX"

Publié récemment par l'épiscopat chilien, le document "Evangile et paix" a suscité de vives réactions dans le pays (pour le texte intégral, cf DIAL D 247). Accueilli favorablement par les milieux gouvernementaux, il a, par contre, fait l'objet de critiques sévères de la part d'un certain nombre de chrétiens.

Le texte ci-dessous est le fruit de la réflexion d'un groupe de chrétiens. Il analyse la signification politique du document épiscopal dans sa double fonction: 1) légitimation du régime; 2) acceptation du système de domination que celui-ci représente.

Pour l'auteur du texte, le document épiscopal reflète "une théologie implicite d'oppression", à l'opposé du courant théologique de la libération qui s'est affirmé en Amérique latine depuis 1968; les évêques chiliens se font aujourd'hui les alliés objectifs des détracteurs actuels de la théologie de la libération (cf DIAL D 250).

(Note DIAL)

DROITS
RESERVES

L'EGLISE CATHOLIQUE DU CHILI DEUX ANNES APRES: "NOUS RECONNAISSONS LE SERVICE RENDU..."

(Commentaires sur le document des évêques chiliens "Evangile et paix")

I- INTRODUCTION

L'opinion publique est maintenant informée d'un document émanant de la Conférence épiscopale du Chili et intitulé "Evangile et paix". Le moment ne pouvait être plus opportun. En septembre, en effet, une partie des chiliens commémore le deuxième anniversaire du coup d'Etat militaire qui a fait tomber le président Salvador Allende, tandis que l'autre partie se souvient de ses morts, déplore l'absence de membres de ses familles et d'amis disparus ou emprisonnés, et s'emploie à survivre à la grande dépression économique ainsi qu'aux vagues successives de répression policière qui s'intensifie durant ce mois de cérémonies "patriotiques". Dans ce contexte d'oppression de la majorité de la population, il était réconfortant de savoir qu'allait être publié un document sur l'évangile et la paix.

Ce document a sans doute déçu ou décevra bien des gens, mais il a également apporté à beaucoup d'autres la satisfaction d'une "bonne conscience" enfin gagnée dans la recherche avide d'une justification reli-

gieuse "de haut niveau". En ce sens, il ne s'agit pas d'un document ambigu - encore qu'il se situe à l'extrême limite des frontières de l'ambiguïté; il est réellement une prise de position partisane de la part des évêques.

L'intérêt que nous portons à l'analyse de ce document ne relève cependant pas d'un penchant pour la sémantique des déclarations officielles; il vient des raisons que nous avons de penser que ce document est l'expression d'une étape dans l'évolution de la politique de la hiérarchie catholique face au gouvernement militaire. Une étape dans la consolidation d'une position de l'épiscopat face à la Junte militaire, étape que l'on peut caractériser de la façon suivante:

1) Apport définitif de légitimité globale au gouvernement militaire depuis ses débuts, en lui donnant "bonne conscience" à propos des raisons du coup d'Etat militaire:

"Nous reconnaissons le service rendu au pays par les Forces armées qui nous ont libéré d'une dictature marxiste qui semblait inévitable et devait être irréversible. Une dictature qui aurait été imposée contre la volonté de la majorité du pays et qui aurait donc écrasé cette majorité (...). Que ces craintes ne relevaient pas du passé, nous en avons la preuve avec, entre autres, la situation actuelle au Portugal et ce qu'on peut deviner qui se passe au Vietnam du sud et au Cambodge. Il est évident que la grande majorité du peuple chilien ne désirait pas ni ne désire suivre le destin des pays qui sont soumis à des gouvernements marxistes totalitaires. C'est pourquoi nous estimons juste de reconnaître que, le 11 septembre 1973, les Forces armées se sont faites l'interprète des préoccupations de la majorité et ont, ce faisant, écarté un immense obstacle à la paix." (1)

2) Affirmation d'une marge de critique de la part de l'Eglise, afin d'améliorer et de rendre acceptable la domination qu'elle légitime globalement. Dans cette marge, il y a place pour la ligne humanitaire et charitable de l'Eglise, en particulier pour ce qui concerne les droits de l'homme, le chômage et la famine massive des couches populaires:

"Il y a une seule réponse à ce défi. Celle de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soulager la famine chez ceux qui souffrent, et nous disposer à accepter avec satisfaction toute mesure d'urgence prise par les autorités pour faire parvenir à tous la nourriture dont ils ont besoin ou pour nous accorder les moyens de nous la procurer... L'homme a droit à l'intégrité physique et morale. Il ne peut être soumis ni à la torture physique, ni aux vexations, ni à la terreur, que ce soit à titre de châtiment ou pour lui faire avouer ce qu'il ne veut pas dire, à son préjudice ou à celui de ses amis." (2)

3) Convergence avec le projet politique du gouvernement militaire pour ce qui concerne la répression idéologique de larges secteurs de la société. Cette répression s'exerce au nom de l'unité et du pluralisme; elle représente l'élaboration d'une démonologie politico-religieuse dans laquelle sont, sans aucune prétention scientifique, amalgamées la violence, la haine, le marxisme, le socialisme, la lutte des classes, l'athéisme, l'absence de morale. Un exemple:

(1) "Evangile et paix", document de travail du Conseil permanent de l'épiscopat, III-1

D 257-2 (2) Ibid., II-6,7

"L'athéisme marxiste débouche en effet sur une éthique opportuniste qui peut se traduire par le principe: la fin justifie les moyens (...). Cette ligne de conduite opportuniste et implacable est très souvent facteur de violence, menace permanente contre ceux qui sont légitimement disposés à résister au marxisme, et justification fréquente des manières de faire du marxisme. C'est sans aucun doute un obstacle, un formidable obstacle à la paix. Dans sa dureté, dans l'utilisation qu'il fait du mensonge et de la calomnie en vue de déshonorer et détruire l'adversaire, ainsi que dans le pouvoir de vie et de mort qu'il s'attribue, le marxisme est en opposition directe avec l'Evangile."(3)

Il est sans doute nécessaire de souligner que cette attaque de l'Eglise contre le marxisme "opportuniste et implacable", est déclenchée à un moment de la vie de la société où il est impensable qu'aucun marxiste puisse ouvrir un débat public et au même niveau dont se prévaut l'Eglise pour imposer ainsi son autorité doctrinale.

Ces trois caractéristiques que nous avons signalées comme étant l'expression d'une prise de position de la hiérarchie ecclésiastique chilienne face aux militaires, et qui sont explicitées dans le document "Evangile et paix", ont un impact important dans deux cas précis.

Le premier a trait aux attentes que des groupes importants de la société, croyants et non croyants, avaient mises dans l'Eglise considérée comme un groupe capable, par son indépendance, de se faire l'interprète d'un certain intérêt général de critique et de résistance à la dictature militaire chilienne. Non par suite d'une manipulation, mais en vertu d'une délégation morale donnée à l'Eglise par ces secteurs de la société chilienne. L'attitude prise et définie par les évêques dans leur document de travail fait tomber ces attentes dont une nouvelle formulation devient nécessaire. La prise de position de l'épiscopat favorable au gouvernement militaire, si ambiguë et donnant tellement marge à la critique, retire à l'Eglise toute capacité de représentation morale d'une partie de la société chilienne.

Le second cas est celui de l'impact du document épiscopal à l'intérieur de l'Eglise. Des secteurs importants de la "communauté ecclésiale" ne peuvent partager et encore moins approuver le soutien accordé au gouvernement quant à la légitimité de son offensive contre le pouvoir. Il ne s'agit pas là d'une simple situation de rapports de force à l'intérieur de l'Eglise, mais c'est la traduction d'une affaire plus profonde, dans la mesure où elle fait percevoir l'existence d'une crise interne qui concerne diverses dimensions de l'institution et qui ne peut être réglée à coup d'autorité à usage interne ou par la répression sur la pensée. Nous reviendrons plus loin sur cette situation de crise.

II- LES DESTINATAIRES D'EVANGILE ET PAIX"

"Nous sommes les prophètes d'un message qui vient de Dieu et qui est susceptible d'inspirer les politiciens, les sociologues et les économistes. Nous sommes des hommes de foi. Nous savons que les chiliens ne partagent pas tous notre foi; ce document est adressé aux croyants. (...) Nous nous adressons aussi aux hommes de bonne volonté, même non croyants." (4)

(3) Ibid., III-8

(4) Ibid., I-6

Ce souci d'élargissement et d'universalisme religieux contraste singulièrement avec le particularisme des secteurs sociaux auxquels s'adresse concrètement le message:

a) Les Forces armées: Elles sont les destinataires premiers. Elles reçoivent légitimité et "bonne conscience" pour leur "massacre préventif" de 1973, ainsi que pour le projet de domination qu'elles essaient actuellement de mener à bien. Les évêques non seulement reconnaissent aux Forces armées le "service" consistant à faire "le sale travail", mais aussi les en remercient implicitement, après quoi l'Eglise peut continuer à prêcher la paix, l'unité, la réconciliation, la solidarité et même se risquer en faveur des prisonniers politiques qui ont été "un immense obstacle à la paix".

b) La bourgeoisie catholique: Abandonnée à elle-même ces derniers temps par suite des préoccupations humanitaires et charitables de la hiérarchie, elle reçoit aujourd'hui le rappel de la longue liste de ses valeurs fondamentales (5).

En effet, dans la deuxième partie du document, une série de conditions sont énumérées pour rendre possible la paix, parmi elles des droits fondamentaux: le droit à la naissance, à la nourriture, à la création, à la participation, et celui de croire, d'espérer et d'aimer. L'énoncé de ces droits dans la lettre pastorale des évêques peut même apparaître comme une dénonciation s'inscrivant dans le cadre de la répression pratiquée par l'autoritarisme militaire. Mais cette dénonciation est à double sens: d'un côté la non satisfaction de ces droits - consacrés par la tradition libérale bourgeoise - peut représenter un obstacle à la paix; de l'autre, elle peut, en allant au fond de l'explication, être un obstacle au projet de domination de la bourgeoisie avec l'aide des militaires.

Le problème est celui de l'interprétation de ces droits. Si on les prend dans la perspective évangélique ("la bonne nouvelle"), ils deviennent un élément de rupture par rapport à la dictature et à la société bourgeoise. Mais si on les prend comme l'affirmation de l'individu abstrait du libéralisme, leur énonciation perd son caractère évangélique au profit d'une "bonne nouvelle libérale bourgeoise" qui s'auto-justifie en se présentant comme "nouvelle religieuse". Dans la mesure où les évêques élargissent leur soutien - critique dans les limites de l'amélioration du système - au gouvernement militaire, l'affirmation de ces droits est un renforcement de leur pouvoir. De la sorte, le message épiscopal adressé à la bourgeoisie catholique met l'accent sur les priorités de celle-ci et restaure ses valeurs quelque peu endommagées par l'expérience traumatisante d'un coup d'Etat militaire violent. La bourgeoisie catholique reçoit également une mission: donner une consistance morale à la domination militaire. "Tant que ces droits ne seront pas reconnus et garantis, la paix n'existera pas" (6) et il n'y aura donc pas consensus sur la formule de gouvernement imposée.

c) Les "masses pauvres" du Chili: Elles sont le troisième destinataire du document des évêques, bien que de façon indirecte, en tant qu'elles sont bénéficiaires du changement de mentalité de la bourgeoisie. Non

(5) Valeurs oubliées, d'abord dans l'agitation de la lutte contre le gouvernement d'Unité populaire, puis dans la jouissance de la récupération du pouvoir et de la liberté permise par le maître militaire.

pas en tant que membres actifs de la société, mais en raison de leur condition propre: celle de dominés. Les "masses pauvres" sont donc présentes dans la mesure où la bourgeoisie commence à observer le précepte "Tu aimeras ton prochain", c'est-à-dire dans la mesure où la bourgeoisie parvient à organiser des systèmes efficaces de "solidarité", propose des nouvelles formules de participation et est finalement disposée à traduire concrètement l'humanitarisme contenu dans le respect des droits de l'homme à propos desquels ses pasteurs ont porté témoignage de façon si exemplaire.

Les "masses pauvres" sont destinataires du document en tant qu'elles sont sur la liste des valeurs que les évêques rappellent à la bourgeoisie et qui se résume en une phrase: "Il n'y a pas de paix sociale sans justice sociale", c'est-à-dire "il n'y a pas de domination stable sans intégration des masses pauvres aux bienfaits du système". Vieil axiome de toutes les tentatives populistes et réformistes de la récente histoire latino-américaine.

III- LA THEOLOGIE IMPLICITE DE "EVANGILE ET PAIX"

La plupart des évêques signataires du document professent, comme partie de la "saine doctrine", leur horreur pour les "théologies politiques". Cette attitude recouvre évidemment une théologie politique implicite. Le document "Evangile et paix" n'est pas la première élaboration de ce genre de théologie politique. D'autres avaient déjà fait leur apparition après le coup d'Etat militaire. Mais nous pouvons affirmer que "Evangile et paix" représente l'expression de la ligne théologique et politique que nous allons maintenant analyser.

Le document de la Conférence épiscopale aborde le problème des rapports entre évangile et paix, c'est-à-dire entre vérité religieuse et processus politique. Le document "chosifie" la paix en la considérant comme un bien à obtenir ou un bien en cours de réalisation; mais cette façon de "chosifier" a une connotation bien particulière: la paix fait référence à une situation sociale et à un processus historique dont la caractéristique fondamentale est l'absence de conflit social et la nécessité impérative de parvenir au consensus le plus large possible. Autour de quoi? Autour d'un "projet historique de domination politique" dont les acteurs sont les militaires et des secteurs minoritaires de la société chilienne, projet que l'Eglise ne parvient pas à remettre en question en tant que domination. Le problème ne se pose donc pas de savoir comment s'affrontent vérité religieuse et projet politique, mais comment ils s'articulent. L'argumentation du document tourne autour de l'examen des conditions de la paix et d'un avertissement concernant ses obstacles.

a) Les conditions de la paix.

Le problème central de cette partie de l'argumentation est celui de la légitimité. Les évêques distinguent implicitement entre légitimité quant à l'origine et légitimité quant à l'exercice du pouvoir; c'est en fonction de cette distinction que sont énumérées les conditions de la "paix".

- Le premier pas consiste à légitimer l'origine du gouvernement militaire, concession qui était déjà faite dans des documents antérieurs

mais qui atteint aujourd'hui une dimension et une emphase plus grandes. C'est en même temps la possibilité offerte au gouvernement de se donner "bonne conscience" pour les massacres réalisés (comme disait quelqu'un: "ce n'est pas la faute des assassins, c'est la faute des assassinés"...): "Nous reconnaissons le service rendu au pays par les Forces armées, etc." (texte déjà cité).

- Le deuxième pas consiste à énoncer les conditions concrètes d'une légitimation de l'exercice du pouvoir. Il s'agit d'humaniser la domination née de la violence, dans un cadre légal consolidant un "ordre obtenu et établi". C'est ici que les évêques se réservent le droit de critiquer - au sein du système - tous les écarts du régime qu'ils soutiennent, afin que le maître violent finisse par se convertir en bon maître. C'est dans ce contexte que se situe le discours sur les droits de l'homme que contient le document. L'important est qu'il n'y ait aucun souci de remise en cause de la domination, mais uniquement des critiques internes pour la rendre légale et plus efficace. "L'apport chrétien" consiste donc à habiller de façon religieuse et transcendante ce processus de légitimation.

b) Les obstacles à la paix

Dans la troisième partie du document, après la reconnaissance de la légitimité du nouveau pouvoir et la détermination de ses conditions d'exercice, le problème de la paix est défini non comme celui de sa légitimité, mais comme celui de l'unité, ce qui suppose le renforcement d'un large consensus.

En prenant appui sur la sagesse que leur donne "l'histoire", les évêques demandent aux Forces armées que, de même qu'elles ont écarté le socialisme comme obstacle à la paix, de même "nous leur demandons maintenant d'écarter d'autres obstacles qui obstruent le chemin de la Patrie" (7). De plus, les évêques leur adressent un avertissement paternel: "Nous leur demandons de prendre soin de n'en pas créer de nouveaux en commettant des erreurs qui pourraient être irréparables" (8).

Les obstacles à la paix, d'après les évêques, sont toutes ces situations, doctrines ou personnes qui divisent la société et empêchent que s'élabore un consensus autour de la domination militaire. Il s'agit d'empêcher que ressurgisse dans le pays la lutte des classes, facteur de division, de haine et de violence!

Les évêques signalent trois obstacles, soupesés longuement et exposés de manière à sauvegarder le nécessaire pluralisme des documents officiels. Il s'agit de trois "courants de pensée" derrière lesquels il y a évidemment des secteurs sociaux, des mouvements, des groupes ou des partis:

- le "capitalisme individualiste";
- le "marxisme athée"; et
- le "nationalisme dénaturé".

L'analyse et la qualification qui sont faites de chacun d'eux, aboutissent à la "possibilité de rachat" pour le capitalisme et le nationalisme, et à la condamnation irrémédiable du marxisme. Nous ne nous attarderons pas sur l'argumentation car il suffit de se reporter au texte

(7) Ibid., III-1

(8) Ibid., III-1

pour en saisir la transparence; historiquement d'ailleurs, l'Eglise a condamné "ex cathedra" le capitalisme abstrait, alors qu'elle en est concrètement l'allié.

Ce qui est important, c'est qu'en fonction de la problématique de l'unité, les évêques entrent ouvertement dans un schéma d'oppression de la société en portant des jugements et des choix sur des courants de pensée, des projets de société, des mouvements sociaux, ainsi qu'en définissant les limites de ce qui est "transcendamment" permis. Le développement de cette ligne théologique non seulement compromet la notion d'unité, mais donne aussi les limites du prétendu pluralisme catholique.

Le problème de l'articulation entre vérité religieuse et domination militaire nous amène à essayer de déterminer les paramètres à l'intérieur desquels se meut la théologie politique dont "Evangile et paix" est une expression fidèle.

1) Le volontarisme unitaire

L'ensemble du développement théologique et institutionnel de l'Eglise catholique s'est fait autour de la valeur de l'unité. Mais le caractère spécifique de la théologie politique qui sous-tend le document des évêques chiliens, consiste à imposer les valeurs unitaires par le biais de la médiation de structures sociales oppressives. De sorte que la valeur "unité" des évêques est aussi la valeur qui traduit les intérêts hégémoniques de la bourgeoisie dans la société chilienne. La prétendue "unité nationale" est l'exigence préalable nécessaire à la mise en oeuvre du projet politique des militaires et des secteurs bourgeois qui le soutiennent.

Dans cette théologie politique, l'unité se traduit de deux manières:

- L'unité en tant qu'exaltation de l'institution ecclésiale comme seul moyen de développement religieux et humain;
- L'unité en tant qu'impératif d'élaboration d'un consensus social. Dans cette perspective, le changement social s'explique par le consensus, les conflits sont évacués, et les transformations de la société sont proposées à partir du consensus autour de l'ordre imposé par les militaires et leur domination. Mais comme toute domination est "imparfaite", le problème n'est pas de la mettre en cause mais de rechercher son amélioration, son efficacité, sa légalité et sa mise en oeuvre dans toute la société. C'est ainsi que la théologie politique implicite des évêques chiliens se révèle être une théologie de l'oppression.

2) Pluralisme non critique

L'imposition linéaire et quasi nécessaire de ce concept d'unité revêt une signification par rapport à la définition du pluralisme.

Quand il se réfère à l'institution ecclésiastique, le pluralisme implique une notion de stabilité et de maintien de "l'unité organique" de "l'unique Corps mystique du Christ qu'est l'Eglise". Il n'est pas une valeur absolue ni une fin en soi, "mais il est toujours et essentiellement ordonné au bien et à l'unité du Corps dans son ensemble"(9). La

(9) "Gli interrogativi dell'associazionismo cattolico",
Bartolomeo Sorge sj., en La Civiltà Cattolica, n° 3000,
D 257-7 Giugno 1975, Roma, p. 536-552

référence à l'unité institutionnelle de l'Eglise devient le critère fondamental de tout effort militant qui se veut chrétien. D'où, toute manifestation critique posant des questions qui touchent à l'unité institutionnelle représente un mouvement de dissidence et de division. Les limites de la critique sont les limites d'un pluralisme inhérent à l'unité organique de l'institution.

Avec le document des évêques, cette notion de pluralisme fait son entrée dans le champ de l'analyse et de la doctrine sur la société, et elle représente l'un des piliers de leur théologie de l'oppression.

Appliquée à la société, cette notion de pluralisme permet en premier lieu de discerner "clairement" quels sont les "courants de pensée" acceptables dans un projet de domination du type "unité nationale" (Ce même critère est avancé dans la Déclaration de principes du gouvernement du Chili, de mars 1974.) Elle permet de discerner entre la vérité et l'erreur, et d'établir les degrés de vérité existants dans chacun de ces courants de pensée, donc de définir lesquels sont récupérables et lesquels ne le sont définitivement pas. C'est ainsi également qu'est défini le degré de "danger pour la paix" de chacun d'eux. En second lieu, cette notion fixe les limites de permissibilité de la critique à l'intérieur du système: n'est acceptable que le type de critique qui ne porte pas atteinte à l'unité et au consensus, et qui n'engendre pas de germes de division de la société (10). C'est une notion de pluralisme qui non seulement ne parvient pas à dépasser l'ordre établi, mais qui se transforme en son support.

3) La vérité religieuse

Elle constitue le point de repère essentiel servant de fondement aux notions d'unité et de pluralisme. C'est elle qui, par le biais de ces notions, donne cohérence idéologique et "bonne conscience" aux agents de la domination.

Dans la perspective de la théologie de l'oppression des évêques chiliens, la vérité religieuse (les "valeurs évangéliques": la bonne nouvelle) est le mode transcendantal de formulation des "valeurs de la société bourgeoise". Son aptitude à annoncer une "bonne nouvelle" dans les rapports sociaux et à critiquer l'ordre social imposé, se voit ramenée à l'annonce d'un optimum désirable dans les rapports entre capital et travail, tandis que le contenu de sa critique est réduit à l'énoncé des conditions nécessaires pour parvenir à cet optimum. La dénonciation d'un capitalisme abstrait par les évêques chiliens ne réussit pas à modifier le caractère pervers d'une "vérité religieuse" qui propose les valeurs évangéliques en vue d'une auto-interprétation de la société bourgeoise et des rapports capitalistes de production sur lesquels elle se fonde.

IV- "EVANGILE ET PAIX", L'EXPRESSION D'UNE CRISE

1) Le cadre de la crise

Le repli autoritaire de la théologie politique des évêques, celui que nous avons appelé "théologie de l'oppression", n'est pas un phénomène

- (10) Une exposition plus radicale de ce principe a été faite par le ministre des Finances, Jorge Cauas, quand il a déclaré: "Si l'on ne pense pas de façon constructive, mieux vaut ne pas penser".

isolé dans le mouvement catholique latino-américain, y compris dans certaines réalités européennes comme en Italie.

La formulation autoritaire du problème de l'unité et du pluralisme est l'expression d'une crise qui s'étend à l'intérieur de l'Eglise et du vaste mouvement catholique qui lui est parallèle. Ce qui entre en crise, c'est le rapport Eglise-monde.

A partir du concile Vatican II, une recherche théologique s'élabore sur un plan plus large en retirant sa légitimité au confessionnalisme des partis politiques et des mouvements sociaux catholiques, lesquels, grâce à la doctrine de la "distinction des plans", représentaient le seul support pour le lien entre l'Eglise et les "réalités terrestres". L'existence de la crise, au niveau du mouvement catholique, est résumée par le théologien Bartolomé Sorge, sj, directeur de la revue "La Civiltà Cattolica", dans les termes suivants:

"Les acquis théologiques du Concile qui ont exercé le plus d'influence sur la crise des associations catholiques traditionnelles, semblent être surtout:

- la revalorisation de la dimension historique du salut chrétien;
- une meilleure compréhension de la mission évangélisatrice de l'Eglise et de son rapport intrinsèque avec la promotion humaine;
- une conscience plus vive de notre être d'Eglise comme communion et comme mystère."

Pour Sorge, cette nouvelle situation ainsi créée pose des questions. Il ajoute:

"Ces questions se ramènent essentiellement à trois, que l'on peut aujourd'hui formuler ainsi:

- unité des catholiques ou pluralisme associatif?
- choix social ou choix religieux?
- collaboration ou autonomie par rapport à la hiérarchie?

A notre avis, le dépassement de la crise des associations catholiques passe nécessairement par une réponse théologique à ces problèmes"(11)

Cette vision sereine et positive du problème en Italie n'a pas d'équivalent en Amérique latine où la recherche d'une "réponse théologiquement fondée" a signifié un repli sur des positions autoritaires. Celles-ci, au nom de l'unité et du pluralisme, en sont venues à disqualifier toutes les formulations théologiques et tous les mouvements sociaux qui cherchent, dans le cadre de l'orthodoxie, à proposer un autre type de rapports entre le mouvement catholique et la réalité latino-américaine, en particulier la perspective théologique connue sous le nom de "théologie de la libération". Cet effort théologique trouve son origine dans l'après-concile (réunion de l'épiscopat latino-américain à Medellin, Colombie, en 1968) et a trouvé ses détracteurs les mieux organisés et les plus féroces dans le jésuite Roger Veckemans et ses "collaborateurs"(12).

(11) voir note (9). Egalement du même auteur: "Evangelizzazione e Impegno politico" dans "La Civiltà Cattolica" n°2959, ott. 1973, p. 7-25.

(12) Roger Veckemans, financier et sociologue connu au Chili pour son ample travail en faveur du réformisme démocrate-chrétien pendant le gouvernement Frei, en particulier son "Diagnostic de la marginalité" et sa doctrine de la "Promotion populaire" comme façon d'intégrer les masses marginales au "système". Après la victoire d'Allende en 1970, il quitte le Chili

Le désespoir et l'impuissance des évêques chiliens face à la crise se sont dernièrement traduits par l'élaboration et la publication de deux documents: "Foi chrétienne et action politique" (d'octobre 1973, mais seulement diffusé en avril 1974) et "Evangile et paix" (de septembre 1975). Tous deux représentent une élaboration avancée de cette théologie de l'oppression.

2- Le contenu de la crise

Il est sans doute important de signaler que la crise dont nous parlons ne se produit pas en marge des "contingences historiques". Au contraire, elle apparaît dans une période historique où les alliances hégémoniques des bourgeoisies - qui sous-tendaient un Etat réformiste - entrent en crise et se révèlent incapables d'exercer un rôle dirigeant dans la société, sans pour autant cesser d'avoir recours à la force et à la capacité de coercition d'un système autoritaire de gouvernement. Dans de nombreux cas, elles cèdent la place à l'autoritarisme militaire. C'est aussi le drame de la Démocratie chrétienne du Chili.

Le blocage de la conscience socialiste en expansion dans l'Amérique latine se fait par le biais d'une involution ouvrant la porte à des systèmes autoritaires, dans lesquels les bourgeoisies associées au pouvoir militaire cherchent de nouvelles échelles de valeurs pour s'auto-interpréter. Une fois épuisés l'usage et l'abus des "valeurs démocratiques bourgeoises", il devient alors nécessaire de trouver d'autres valeurs pour la fonction sociale, valeurs sur lesquelles peut s'appuyer la nouvelle domination autoritaire qu'elles engendrent. Il est significatif que la théologie de l'oppression des évêques chiliens se renforce précisément durant cette étape.

La crise qu'illustre le document "Evangile et paix" se fait sentir dans une triple perspective:

a) Crise d'orientation et d'organicité du mouvement catholique

La rupture du caractère organique du mouvement catholique (qui comprend l'ensemble des institutions, des partis politiques, des structures syndicales, des mouvements de "promotion humaine" parallèles à l'appareil institutionnel de l'Eglise mais articulés sur lui) n'est pas récente. Elle remonte ouvertement à l'époque de la déflagration et de l'échec des expériences réformistes les plus prometteuses en Amérique latine et parmi elles la "révolution dans la liberté" d'Eduardo Frei. Le déclin du christianisme social latino-américain - qui avait connu tant d'élan dans les milieux universitaires et professionnels - se produit dans les dernières années de la décennie soixante.

Deux éléments nous semblent nécessaires à souligner dans cette situation: la renonciation à la doctrine sociale chrétienne, comme alternative

(12 -suite) Bogotá, comme financier et "théologien", où il fonde de CEDIAL (Centro de Estudios para el Desarrollo e Integración de America latina) dont la seule tâche, par le biais de sa revue "Tierra Nueva", a été de déclencher des attaques systématiques contre les positions des secteurs progressistes de l'Eglise, en plus de la réaffirmation de la valeur éternelle de l'analyse "marginalité - promotion populaire". Il remplit d'importantes tâches d'expert auprès des personnalités et organisations conservatrices de l'Eglise.

capable d'engendrer des transformations sociales qui iraient plus loin que la "modernisation" du système en vigueur; et la recherche, toujours plus généralisée, d'une interprétation de la réalité à partir de catégories marxistes. Cette rupture élargit la crise à la majorité des organisations et mouvements catholiques, se définissant tous par rapport à la société par l'intermédiaire de la doctrine sociale chrétienne comme fondamentement organique. La crise s'approfondit avec l'apparition de partis ou de mouvements politiques qui viennent canaliser et réorienter cette base sociale divergente; à cela s'ajoute le problème de la militance de chrétiens dans les partis marxistes historiques de la gauche latino-américaine. La situation est plus critique au Chili, avec le soutien de chrétiens au projet de transformation socialiste du président Salvador Allende. La crise organique du mouvement catholique d'alors s'amplifie. Dans l'Eglise, une "opinion publique" fait son apparition, importante et divergente, et remet en cause, à partir de l'action politique, le schéma en vigueur des rapports Eglise-monde.

Cette détérioration progressive de l'organicité du mouvement catholique pose à la hiérarchie des problèmes concernant le type d'orientation à imposer. De nombreux évêques sont alors passés d'une orientation de type ouvert, conciliateur et progressiste, à une orientation de type autoritaire et exclusif impliquant, à titre de solution "provisoire", un repli sur des positions conservatrices et l'organisation d'un minimum de base sociale interne à l'Eglise. Mais cette provisoire solution de repli finit par se renforcer, ce qui ne signifie nullement que la crise a été dépassée mais qu'elle a reçu une réponse involutionnaire. Le problème de l'orientation et de la réarticulation du mouvement catholique se trouve redéfini à un autre niveau par la théologie de l'oppression, le niveau autoritaire, mais non résolu dans sa perspective sociale et politique.

b) Crise théologique

Le Concile Vatican II et l'assemblée de Medellin (version latino-américaine du concile) sont parvenus à libéraliser la réflexion théologique latino-américaine. Cette libéralisation signifiait d'une part la réalité d'un effort d'autocritique sur le rôle joué par l'Eglise dans le développement social et politique du continent, et elle posait d'autre part le problème de la domination politique comme élément déterminant dans la définition des rapports Eglise-monde. La formulation la plus sérieuse et la plus cohérente de ce courant de pensée est la "théologie de la libération", développée par un groupe de théologiens latino-américains.

La théologie de la libération signifie une rupture, non pas tant par rapport à la thématique de la réflexion théologique que par rapport à la façon de faire de la théologie:

"Pour toutes ces raisons, la théologie de la libération ne nous propose peut-être pas tant un nouveau thème de réflexion qu'une nouvelle manière de faire de la théologie. La théologie comme réflexion critique sur la praxis historique est ainsi une théologie libératrice, une théologie de la transformation libératrice de l'histoire de l'humanité. Elle l'est aussi par conséquent pour cette portion de l'humanité, réunie en Eglise et qui confesse ouvertement le Christ. C'est une théologie qui ne se limite pas à penser le monde, mais qui cherche à se situer comme un moment du processus à travers lequel le monde est transformé." (13)

Cette théologie qui naît de l'intérieur du bloc théologique latino-américain, représente une rupture profonde avec les conceptions unitaires de la théologie de l'oppression.

On passe en effet d'une notion de l'unité identifiée au consensus social, à celle d'une unité mise en question par l'existence du conflit social. La théologie de la libération, dans la mesure où elle prétend être une réflexion sur la praxis de la libération, prend pour point de départ de son analyse sociale le problème de la domination politique comme conflit autour duquel s'articulent les différents secteurs de la société. Le contenu de "lutte des classes" de ce conflit est celui qui provoque le plus de répulsion chez des évêques et chez les militaires au pouvoir.

Ce point de départ théorique et pratique - en tant que cette théologie "cherche à se situer comme un moment du processus à travers lequel le monde est transformé" - oblige à redéfinir l'unité et le pluralisme en termes dynamiques et comme processus à réaliser. Une telle redéfinition comporte les conséquences directes suivantes:

- combattre l'alliance historique entre secteurs hégémoniques de l'Eglise et groupes dominants de la société;
- provoquer un retournement idéologique qui libère les catholiques en vue de choix socialistes.

Ces positions ont provoqué une vague de critiques de la part des secteurs théologiques et hiérarchiques légitimant et "perfectionnant" le pouvoir établi; ces critiques sont devenues souvent caricaturales. L'une des raisons principales en est sans doute l'impossibilité d'accepter une élaboration théologique qui soit capable, sans s'écarter de l'orthodoxie du "magistère de l'Eglise", de proposer une alternative radicalement différente pour les rapports Eglise-monde, et qui soit en même temps une dénonciation constante du choix de classe fait par ces secteurs de légitimation. Dans la mesure où la théologie de la libération comporte une critique de la théologie politique de légitimation, elle est accusée de créer des divisions internes, en portant atteinte à l'unité définie autour des valeurs de la domination bourgeoise.

L'incapacité des secteurs de légitimation à donner une réponse "théologiquement fondée", les conduit au repli sur des positions autoritaires à partir desquelles elles mettent souvent à profit, comme dans le cas de "Evangile et paix", leurs positions objectives de pouvoir.

c) Crise d'autonomie

La troisième perspective de la crise qui touche en particulier l'épiscopat chilien et que reflète le document "Evangile et paix", est celle d'une crise d'autonomie. Il faut ici distinguer plusieurs niveaux.

Il est vrai que le document abonde en critiques tant indirectes que directes au régime militaire, y compris des avertissements menaçants (tout un langage passablement cryptographique). Mais tout ceci, après avoir payé le prix fort: la reconnaissance et la légitimité du régime.

L'espace de critique que se ménage l'Eglise est donc situé à l'intérieur du système; son droit de critique prend sa source dans le soutien

qu'elle accorde au gouvernement militaire. L'Eglise franchit le pas consistant à entrer dans le système, et sa critique n'est plus alors différente de celle de nombreux chefs d'entreprise modernes ou d'hommes politiques de droite qui, intéressés au succès de la domination militaire - avec tout ce que cela représente et a représenté pour la majorité des gens du pays - procèdent à des rectifications critiques. Mais ce qui est légitime pour de tels secteurs civils de la société qui ne font que défendre leurs projets, ne l'est pas pour une Eglise qui prétend travailler pour la paix. En entrant dans le système, l'Eglise fait un choix de classe, bien au-delà de tout son intérêt déclamatoire et charitable pour "les pauvres du Chili", et ce choix conditionne évidemment ses notions d'unité et de pluralisme.

C'est la raison pour laquelle, encore une fois, la théologie politique implicite du document "Evangile et paix" se révèle être une "théologie de l'oppression".

Santiago, septembre 1975

José Arcadio

(Traduction et diffusion DIAL -
Droits de reproduction réservés pour tous pays)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F
(avion: tarif spécial)
Directeur de la publication: Charles ANTOINE
Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris
Commission paritaire de presse: n° 56249